



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Mardi 22 décembre 2015

Licences d'importation Alger veut rassurer l'UE

Le coût des produits soumis, à partir de janvier 2016, au régime des licences d'importation est estimé à 12 milliards de dollars par an, dont un milliard de dollars concerne les produits contingentés provenant de l'UE, a indiqué, hier, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb. Ce montant concerne les produits qui seront soumis aux licences d'importation non automatiques, a précisé le ministre, lors d'une rencontre avec les ambassadeurs (ou leurs représentants) des pays de l'Union européenne à Alger, pour leur expliquer le dispositif de ces licences dont plusieurs produits sont importés par l'Algérie auprès de cette zone européenne. A rappeler qu'il existe deux catégories de licences qui seront mises en vigueur dès 2016 : non automatiques et automatiques. Les licences non automatiques sont celles accordées par le ministère du Commerce sur proposition d'un comité interministériel afin de gérer les contingents de produits, alors que les licences automatiques sont délivrées par les autres ministères sur la base d'une demande accompagnée de documents justifiant la conformité des produits et la situation juridique des opérateurs économiques. La mise en vigueur des licences d'im-

portation non automatiques, qui concerneront 63 contingents tarifaires des produits agricoles et agroalimentaires originaires de l'UE, est prévue dès la première quinzaine de janvier 2016, a fait savoir M. Belaïb. Outre ces 63 contingents tarifaires provenant de l'UE dont le coût d'importation est d'un milliard de dollars annuellement, il y aura une seconde liste, soumise également aux licences non automatiques, composée d'une dizaine de produits importés de plusieurs pays de par le monde, dont les véhicules et les matériaux de construction (bois, ciment et rond à béton). Cette seconde liste sera validée par le gouvernement au cours de cette semaine ou, au plus tard, au début de la semaine prochaine, a-t-il précisé. Pour les produits de cette seconde liste, dont la facture d'importation est de l'ordre de 11 milliards de dollars annuellement, le ministre a souligné qu'il avait été constaté que les transactions commerciales portant sur ces produits «manquent de transparence» et font l'objet d'importantes spéculations. Lors de cette rencontre organisée au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Belaïb a également expliqué aux représentants des pays de l'UE les raisons pour lesquelles

les l'Algérie a décidé de la mise en place rapide de ce nouveau système des licences. Il s'agit de la chute des revenus en devises du pays suite à la forte baisse des cours pétroliers, de la volonté de rationaliser les importations et de réduire, autant que possible, leurs coûts, de protéger légitimement certaines industries naissantes et d'endiguer le phénomène des surcoûts dont certains sont devenus, selon lui, «assez importants». M. Belaïb a tenu, cependant, à souligner que le concept de ces nouvelles licences n'est pas celui ayant prévalu dans le passé en Algérie : «A l'époque, nous avions une économie dominée par le secteur public et placée sous le monopole. Le nouveau dispositif ne porte, en aucun cas, atteinte à la liberté du commerce». En outre, a-t-il poursuivi, «l'application du système des licences n'est pas systématique puisque le reste des produits provenant de l'étranger continuera à être importé dans le cadre du régime général». Le décret exécutif de la nouvelle loi sur le commerce extérieur, approuvé en novembre dernier par un conseil du gouvernement, sera publié au Journal officiel au cours de cette semaine, a indiqué un autre responsable présent à cette rencontre.